

Evo Morales critique les opposants qui cherchent un soutien étranger

Image not found or type unknown

La Paz, 30 juin (RHC) L'ancien président bolivien Evo Morales a critiqué aujourd'hui des opposants qui cherchent un soutien auprès de gouvernements étrangers et il a souligné la conduite souveraine de la démocratie dans son pays pour avoir le soutien des majorités.

'La démocratie s'exerce par la souveraineté', a écrit Morales sur son compte Twitter, et il a souligné que ces droits tentent d'être minés par 'des défenseurs ratés des politiques néolibérales'.

Le dirigeant du Mouvement vers le Socialisme a ainsi fait référence à ceux qui, par l'intermédiaire du gouvernement colombien, ont demandé une consultation de la Cour interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) sur la question de la réélection indéfinie qui lui a permis de se présenter aux élections de 2019 pour la quatrième fois consécutive.

Alors, la candidature de Morales a été validée par la Cour constitutionnelle de Bolivie, qui a fait valoir sa décision selon laquelle la réélection indéfinie est un droit de l'homme conformément aux dispositions de la Convention américaine des droits de l'homme, document également connu sous le nom de Pacte de San José.

La consultation demandée par la Colombie vise à ce que cette cour détermine la validité de cet argument, acte que rejettent les autorités boliviennes et d'autres pays.

Morales a également remis en question la décision, même en préparation, de la Cour inter-américaine de Justice, instance de l'Organisation des États américains, qu'il a jugée non contraignante et non rétroactive.

Il a rappelé sur le réseau social que la Colombie viole les droits de l'homme de ses citoyens et il a rejeté la présence de la Commission interaméricaine des droits de l'homme pour vérifier les allégations de répression, assassinats et viols perpétrés par les forces de l'ordre contre des manifestants pacifiques depuis plus de deux mois.

En revanche, a-t-il ajouté, les Boliviens, dans le respect de leurs lois, ont subi des persécutions politiques, ont été privés de l'exercice de leurs droits et ils ont été victimes d'un coup d'État qui leur a volé la victoire aux élections de 2019, où en tant que candidat du MAS j'ai été élu pour un nouveau mandat présidentiel.

Le Pacte de San José, signé en 1969 dans la capitale du Costa Rica, prévoit comme droit politique la possibilité d'être élu dans des conditions d'égalité aux fonctions publiques d'un pays.

Cet exercice ne peut être réglementé que pour des raisons d'âge, de nationalité, de résidence, de langue, d'instruction, de capacité civile ou mentale, ou de condamnation, par un juge compétent, dans le cadre d'une procédure pénale'.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/262399-evo-morales-critique-les-opposants-qui-cherchent-un-soutien-etranger>



Radio Habana Cuba